

Le Conseil fédéral ne sortira pas meilleur des urnes : a vouloir rendre le peuple trop souverain, les partisans de l'élection directe du Conseil fédéral fuient le vrai problème : celui de la qualité des élus

Autor(en): **Jaggi, Yvette**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2008)**

Heft 1792

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1012558>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le Conseil fédéral ne sortira pas meilleur des urnes

A vouloir rendre le peuple trop souverain, les partisans de l'élection directe du Conseil fédéral fuient le vrai problème: celui de la qualité des élus

Yvette Jaggi (7 septembre 2008)

Les fausses bonnes idées ont la vie dure. Rejetée pour la première fois par les citoyens et les cantons en 1900, la proposition tendant à élire le Conseil fédéral par le peuple ressurgit depuis lors périodiquement, à trois reprises au siècle dernier, à 42 ans de distance chaque fois. En 1942, la seconde initiative populaire en ce sens, d'une teneur analogue à celle de 1900, faisait un moindre score auprès des votants (32,4% d'acceptants, contre 35% en 1900) et recueillait l'opposition unanime des cantons. En 1984, juste après la non élection de Lilian Uchtenhagen au Conseil fédéral, le lancement d'une troisième initiative populaire est évoqué sous le coup de l'émotion, puis heureusement abandonné, au vu des difficultés pratiques d'une élection du Conseil fédéral par le peuple, sauf à mettre au point un système complexe de quotas permettant de «*tenir compte équitablement des tendances politiques et des régions linguistiques de la Suisse*».

A chaque fois, l'idée porte une signature de gauche: le parti socialiste suisse et les

catholiques-conservateurs en 1900, le PSS tout seul en 1942, la socialiste Valentine Friedli, conseillère nationale du Jura, en 1984. Et aujourd'hui, la conseillère fédérale genevoise Micheline Calmy-Rey ainsi que le conseiller d'Etat vaudois Pierre-Yves Maillard reprennent l'idée. Tous deux partent du même constat qu'André Gavillet, qui relevait dans un récent article de *Domaine Public* combien le collège gouvernemental était devenu «*Le maillon faible de la politique fédérale*». Mais ils en tirent une conclusion différente, pour le moins hâtive: une élection par le peuple donnerait une légitimité et une crédibilité accrues au Conseil fédéral, dont nul n'ignore la présente faiblesse. Sauf que les défaillances actuelles relèvent moins d'un déséquilibre institutionnel que d'une configuration personnelle. Le parlement ne prendrait pas tant de place s'il n'avait pas un vide à occuper et des gouvernants peu combattifs à affronter, soucieux au mieux des affaires de leur propre département et peu enclins aux visions et politiques transversales.

Des campagnes électorales menées à l'échelle nationale, relayées par les télévisions suisses et régionales, sur la toile et par les réseaux sociaux favoriseront à coup sûr les candidats doués pour les langues et capables de maîtriser la communication à leur propre sujet. Mais Internet et *YouTube* n'aideront guère à constituer un collège plus solide et solidaire – dont les fortes individualités qui préconisent l'élection par le peuple pensent peut-être pouvoir se passer.

Les difficultés actuelles interdisent de tergiverser plus longtemps. Partis et parlementaires doivent poser leur calcul et prendre leurs responsabilités. A eux de proposer et d'élire des gouvernants en mesure de négocier et de fixer de commune entente puis de défendre collectivement les priorités politiques de la législature. Seul moyen d'espérer mettre fin aux confusions de compétences et au triste spectacle des alliances circonstanciées, des gesticulations opportunistes et des chipotages médiocres.